

Helmreich, Jonathan E. *Gathering Rare Ores : The Diplomacy of Uranium Acquisition, 1943-1954*. Princeton, Princeton University Press, 1986, 318 p.

Jean-Claude Willame

Volume 19, Number 1, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702309ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702309ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Willame, J.-C. (1988). Review of [Helmreich, Jonathan E. *Gathering Rare Ores : The Diplomacy of Uranium Acquisition, 1943-1954*. Princeton, Princeton University Press, 1986, 318 p.] *Études internationales*, 19(1), 166–167.
<https://doi.org/10.7202/702309ar>

HELMREICH, Jonathan E. *Gathering Rare Ores: The Diplomacy of Uranium Acquisition, 1943-1954*. Princeton, Princeton University Press, 1986, 318p.

La déclassification d'archives aux États-Unis et en Grande-Bretagne a déjà permis la publication d'un certain nombre d'ouvrages de qualité sur la période de la Seconde Guerre mondiale et a pu lever un voile sur les zones d'ombre en matière de relations internationales.

L'ouvrage de Jonathan Helmreich appartient à cette catégorie. Il a pu voir le jour grâce à des documents inédits d'origine américaine. L'auteur nous raconte un épisode étonnant sur la « pax atomica Americana » qui s'instaura entre 1943 et 1954, grâce à l'action conjuguée d'hommes d'affaires et de militaires agissant souvent en dehors des canaux de la diplomatie officielle. L'enjeu a été le contrôle de métaux stratégiques (uranium, thorium, etc...) produits par quelques pays seulement durant cette période et sur lesquels les puissances alliées souhaitaient avoir la haute main tant vis-à-vis des pays ennemis (Allemagne nazie, puis URSS) que vis-à-vis des nations amies.

Le récit de la « diplomatie de l'acquisition de l'uranium » met en scène des enjeux majeurs dans le domaine des relations internationales: le partage de l'information, la prolifération de la connaissance, la sécurité militaire et politique de l'Occident, l'utilisation de matériaux stratégiques à des fins scientifiques et industrielles nationales, le commerce international et le rôle de multinationales.

L'ouvrage est principalement centré sur les négociations entre les deux grandes puissances occidentales du moment – l'Angleterre et les États-Unis – et un petit pays, la Belgique, à propos d'un produit à haute valeur militaire dont le Congo, colonie belge, est le premier producteur mondial. Helmreich démontre avec beaucoup de nuances et de subtilité les manœuvres diplomatiques respectives des principaux négociateurs en présence. Pour les États-Unis et plus spécifiquement pour l'« establishment » militaire américain, qui est au sommet de sa puissance pendant et au

lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la problématique est simple: il s'agissait d'établir un contrôle rigoureux, absolu même, non seulement sur l'acquisition d'uranium produit dans le monde libre et ce pendant une très longue période (99 ans), mais aussi sur la diffusion des connaissances en matière nucléaire. Tentative irréaliste, voire mégalomaniaque selon l'auteur. L'accomplissement de cet objectif n'était tout simplement pas possible. D'abord parce que la manière dont il fut mis en oeuvre heurtait une longue tradition américaine de contrôle civil sur les questions militaires aux États-Unis. Ensuite, parce que les alliés surestimèrent grandement la volonté des « puissances ennemies » à entrer en compétition avec les alliés pour l'acquisition d'uranium et sous-estimèrent par contre les capacités technologiques de l'une d'entre elles, l'URSS. Enfin, parce que la « politique de préemption » américaine relevait plus de l'utopie et du symbole que d'une « real-politik » fondée.

L'effort hégémonique américain dans ce domaine dut affronter de singulières difficultés diplomatiques. Helmreich montre à ce propos comment un petit pays comme la Belgique, affaibli par la guerre, réussit à obtenir des États-Unis de substantiels avantages dans les négociations qui eurent lieu entre 1943 et 1953. Les Belges, P.H. Spaak en tête, s'efforcèrent avec constance d'obtenir non seulement de bonnes compensations financières pour l'uranium produit au Congo, mais aussi une assistance militaire pour la défense du Congo de même que des avantages dans le domaine de la recherche nucléaire. Ils finirent par obtenir gain de cause (sauf en ce qui regarde une aide militaire directe pour le Congo). Quant aux Anglais, ils obtinrent non sans peine un partage 50/50 des réserves occidentales d'uranium. L'auteur met ici bien en évidence le ressentiment croissant de la puissance impériale britannique sur son déclin face aux exigences d'une autre puissance montante, celle-là, les États-Unis. D'autres partenaires chez lesquels des découvertes d'uranium se profilaient à l'horizon furent aussi impliqués dans la tentative d'hégémonie américaine: le Brésil, la Suède, l'Afrique du Sud, l'Espagne, le Portugal, l'Indonésie, la Norvège, l'Inde. Du-

rant ces différentes négociations, les américains ne ménagèrent pas leur peine, mais n'obtinrent que peu de gains concrets.

En 1954 la stratégie de monopole et de préemption américains se termina. L'Union soviétique avait fait exploser sa première bombe A. Les États-Unis prirent alors conscience de ce que le maintien de leur leadership mondial passait par le partage de l'information et la coopération nucléaire avec ses alliés. Ils s'engagèrent alors, non sans réticences, dans une diplomatie différente: l'« atome pour la paix » prit le pas sur l'« atome pour la guerre ».

De l'ouvrage de Helmreich on retiendra d'abord le sens de la nuance. Celui-ci est étayé par une longue familiarité avec le sujet et une documentation impressionnante (sauf celle d'origine belge malheureusement). On retiendra aussi l'analyse subtile qui est faite des débuts empiriques de l'hégémonie américaine sur le monde libre, hégémonie faite de naïveté et aussi de « manière forte ». Mais hégémonie qui fut en définitive contrebalancée par tout le poids d'une société civile qui n'entendait pas abdiquer de son contrôle sur les questions militaires.

Jean-Claude WILLAME

*Centre d'Étude et de Documentation
Africaine, Bruxelles, Belgique*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

AYOOB, Mohammed (Ed.), *Regional Security in the Third World: Case Studies from Southeast Asia and the Middle East*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 294p.

Cet ouvrage collectif représente les résultats d'un atelier sur « les problèmes de sécurité régionale au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est » qui a été tenu en juin 1984 à Singapour. L'atelier a réuni un bon nombre de spécialistes du Sud-Est asiatique (y compris l'Australie), du Moyen-Orient (principalement

de l'Égypte et de la Jordanie), de l'Inde et du Royaume-Uni. Les deux questions étudiées au cours de cet atelier et dans ce livre sont, d'une part, comment traiter les problèmes de sécurité régionale par rapport à la sécurité globale et, d'autre part, comment les structures politiques sous-développées des pays du Tiers Monde affectent et sont elles-mêmes affectées par les considérations de sécurité régionale et globale.

La première partie du livre, « La Sécurité régionale, le Tiers Monde et l'Ordre global », présente des points théoriques et focalise principalement sur la clarification d'un certain nombre de concepts. Ainsi, Ayoob trace la définition du concept de « sécurité » tel qu'il a été développé dans la littérature occidentale et il trouve que ce concept couvre la protection de l'intégrité territoriale d'un État donné ainsi que la protection des « valeurs centrales » de cet État (p. 3). Il couvre aussi la protection du système international vu la capacité de destruction incroyable des armes nucléaires (p.6). Ayoob démontre que ces définitions du concept ne traduisent pas les problèmes de « sécurité » des pays du Tiers Monde pour qui le problème central de sécurité découle de la fragilité de leur structure étatique. Par conséquent, les priorités des pays du Tiers Monde par rapport à la sécurité ne sont pas fonction d'éléments extérieurs mais dépendent de facteurs intérieurs.

O'Neill ajoute à ces remarques une distinction par rapport à la « viabilité » (p. 33) de différents États, car il différencie trois catégories d'États dans le Tiers Monde: 1) les États « fermés » qu'il considère être des « bombes à retardement » du point de vue de leur sécurité interne et qui devront être « désamorçées » soit de l'intérieur, soit à l'aide de forces externes, 2) les États « semi-fermés », les plus nombreux, dont les soucis de sécurité interne sont sérieux mais, parce qu'ils ont une mesure de flexibilité, ces États peuvent se maintenir, et 3) les États « ouverts », « caractérisés par un haut niveau de confiance et d'unité » et qui, ainsi, ont la capacité de résoudre leurs problèmes de sécurité interne plus facilement (pp. 35-37). O'Neill compare ensuite la viabilité de deux organisations ré-